

Allocution d'Élie BARNAVI

L'Affaire Dreyfus, la mystique et la politique

Mme Martine Le Blond-Zola, vice-présidente de l'association « Maison Zola / Musée Dreyfus », m'a fait l'amitié de me faire parvenir un choix de textes de mes illustres prédécesseurs, et j'ai commis l'imprudence de les lire. Ce fut une leçon d'humilité un peu décourageante : que dire de neuf à cette tribune, après plus d'un siècle d'allocutions aussi érudites et qu'éloquentes ? Que reste-t-il à dire de l'Affaire, de ses héros et de ses vilains, de ses effets immédiats et à long terme ? Mais, comme ce vin-là est tiré, il faut bien le boire. Je le bois en bonne compagnie, confiant en son indulgence et certain d'être en communion d'esprit avec elle. Je le fais en pèlerin davantage qu'en historien, et en citoyen angoissé d'un pays à la dérive, davantage qu'en intellectuel épris d'objectivité.

Je le fais donc en Israélien, le seul à qui ait échu l'honneur de figurer à ce prestigieux palmarès, et en Juif. Car si j'ai une chance de vous livrer une réflexion quelque peu originale, c'est en choisissant délibérément de vous parler de l'Affaire de ce lieu particulier qui est le mien – de ce *biais*, comme on dit en sciences sociales. Un biais d'emblée assumé.

Sans être un spécialiste de l'Affaire Dreyfus, loin s'en faut – mon tiroir académique, certains d'entre vous le savent, est l'histoire de la France des guerres de religion –, l'Affaire fait depuis longtemps partie de mon univers mental et affectif. C'est dû, nous verrons pourquoi, à mon autre champ de prédilection, l'histoire du sionisme et de l'État d'Israël. Mais pas seulement. Je me souviens de l'impression que fit, sur le jeune enseignant à l'Université de Tel-Aviv que j'étais, la conférence que Jean-Denis Bredin y donna sur *L'Affaire*, l'ouvrage qu'il venait de publier sous ce titre chez Julliard. J'ai lu le livre dans la foulée, et c'est depuis, je crois, que l'Affaire Dreyfus exerce sur moi une véritable fascination. Tout au long de ma vie de modeste « spectateur engagé », d'intellectuel parfois égaré dans l'arène publique, j'en ai usé comme d'une boussole morale intime – un recueil d'*exempla* héroïques à usage personnel.

Étrange sentiment. Souvent, découragé que je me trouve face à la médiocrité du débat politique contemporain, au confusionnisme moral où il patauge, à l'effritement de la notion même de vérité, il m'arrive de céder à une espèce de nostalgie bizarre. Quelle dramaturgie que l'Affaire Dreyfus ! Une victime admirable de

dignité et de courage, un traître d'opérette à la noirceur presque trop parfaite pour être vraie, deux partis qui s'affrontent dans un formidable déchaînement de passions, dans une bataille dont l'enjeu interdit aux belligérants d'envisager d'autre dénouement que la victoire ou la soumission... Pour écrire une telle pièce, il fallait un Sophocle, un Shakespeare, un Corneille...

Au moins y eut-il à l'époque, me dis-je, un camp du Bien nettement délimité, habité d'une « mystique », selon le mot de Péguy, et animé d'une clarté morale sans faille. Les hautes figures de ce camp, au premier rang desquelles Zola, bien sûr, ont compris que l'injustice qui frappe un seul innocent souille la société tout entière, que les valeurs qui la sous-tendent, la République, la démocratie, la Justice, seront sauvegardées avec lui, ou avec lui se perdront. Que l'injustice qui frappe un seul innocent souille irrémédiablement les grandes causes collectives, aussi capiteuses soient-elles. Que, face au camp d'en face, qui touille la marmite où mijotent le mensonge obscène, la raison d'État dévoyée, le nationalisme ultra, la haine antisémite, seule vaut la défense acharnée, sans compromis ni rémission, de la Vérité.

Bien sûr, ce ne fut pas aussi simple. On sait que le camp du Bien mit du temps à se constituer et à se mettre en ordre de bataille. Après tout, il n'était pas inconcevable que Dreyfus fût coupable. Et puis, même innocent, fallait-il vraiment s'inquiéter de son sort ? La gauche socialiste fut bien lente à se mobiliser pour défendre un homme doublement suspect, à titre d'officier et, surtout, de bourgeois. Sans même évoquer les socialistes antidreyfusards rabiques, héritiers d'un vieux courant antisémite illustré par Toussenel et Marx lui-même, on connaît les contorsions dialectiques d'un Jules Guesde. Et même Jaurès, avant de devenir l'une des voix les plus fortes du camp du Bien, n'a pas hésité à pourfendre, dans un discours à la Chambre du 24 décembre 1894, la clémence supposée des juges du capitaine par comparaison avec l'exécution de « petits soldats » coupables d'un simple geste de colère à l'égard de leurs officiers. Bref, « la place n'est ni d'un côté ni de l'autre des factions militaires aux prises » – ainsi le Manifeste socialiste du 24 juillet 1898 –, « les torts individuels trouveront leur réparation dans la réparation sociale [...] le socialisme fera la justice pour tous [...] seule compte la lutte de classe et la révolution sociale. »

Et les Juifs ? Plus étrange encore peut-être, du moins pour qui ignore l'histoire particulière, à plus d'un titre, de ce qu'on appellera plus tard le franco-judaïsme, est la réticence des Juifs à s'enrôler collectivement sous la bannière du capitaine. Bien sûr, il y a des Juifs éminents parmi ses défenseurs, dont certains ont signé le mal nommé « Manifeste des intellectuels » publié par *l'Aurore*, le lendemain du texte de Zola. Mais bien peu – un Bernard Lazare, un

André Spire, un Edmond Fleg – se lancent dans la bataille aussi en tant que Juifs, parce qu'ils trouvent dans l'Affaire, à leur corps défendant, un défi spécifiquement juif. Pour la plupart, c'est un combat pour les valeurs bafouées de la République, qui, précisément, n'a rien, ne *doit* rien avoir de spécifiquement juif. Léon Blum note, dans ses *Souvenirs sur l'Affaire* : « En thèse générale, les Juifs avaient accepté la condamnation de Dreyfus comme définitive et comme juste. » Puis, en pleine campagne révisionniste, il affirme que « les Juifs ne voulaient pas qu'on pût croire qu'ils défendaient Dreyfus parce que Dreyfus était juif... L'arrestation, la condamnation avait déjà nui aux Juifs ; il ne fallait pas que la campagne de révision les compromît davantage. » Bref, la plupart d'entre eux font leur la fameuse apostrophe du président du Conseil, Jules Méline : « Il n'y a pas d'affaire Dreyfus », du moins pas une affaire Dreyfus qui ait quoi que ce soit avec le fait que Dreyfus était juif. Qu'y a-t-il donc ? Eh bien, il y a une affaire judiciaire à portée universelle qui mérite qu'on s'y engage justement en raison de son caractère universel. Insister sur son caractère antisémite, c'était remettre en question leur statut séculaire de citoyens français, déjudaisés pour certains, juifs pour d'autres, mais alors juifs comme leurs compatriotes étaient catholiques ou protestants. *Israélites* en somme, autrement dit, fidèles à un judaïsme débarrassé de toute dimension nationale et s'accommodant fort bien de la formule fameuse du comte de Clermont-Tonnerre : tout aux Juifs comme individus, rien aux Juifs comme nation. Et toujours, toujours passionnément patriotes.

On peut s'agacer de cet angélisme. Mais c'est oublier à quel point le cas français est exceptionnel, et pas seulement par rapport aux terres pogromistes de l'Empire des tsars. On compare souvent le franco-judaïsme au judaïsme allemand, supposément l'exemple paradigmatique d'une symbiose culturelle à nulle autre pareille. Il n'en est rien. Ladite symbiose judéo-allemande était à sens unique – l'amour des Juifs allemands pour leur patrie n'a jamais été payé de retour. Pour obtenir un strapontin au festin de la culture et de la société allemandes, il ne suffisait pas de garnir sa bibliothèque des œuvres complètes de Goethe et de Schiller, ni même de briller à l'Université ou au barreau ; mieux valait se munir d'un certificat de baptême – le « billet d'entrée dans la culture européenne », a persiflé Heinrich Heine. Pas en France, cette formidable machine à broyer des identités particulières pour fabriquer des Français. La France héritière de la Révolution a tenu ses promesses. Elle a fait de ces gens venus d'ailleurs des citoyens français et leur a grand ouvert les portes de ses centres de savoir, de prestige et de pouvoir. Pour devenir Premier ministre en Grande-Bretagne, Disraeli a dû se convertir ; Léon Blum, lui, est resté juif, et s'est revendiqué comme

tel. Le « juif d'État », si bien portraituré par Pierre Birnbaum, est un phénomène spécifiquement français.

Oui, la France a tenu ses promesses, et les Juifs le lui ont bien rendu. On ne compte pas les déclarations d'amour de Juifs français, célèbres ou anonymes, à leur patrie, objet d'une ferveur messianique venue de la nuit des temps et dûment sécularisée. « On dirait que l'ère annoncée par les prophètes d'Israël a enfin lui sur le monde », s'est écrié un spécialiste de la question, Zadok Kahn, grand rabbin de France au moment de l'Affaire. Oui, les « israélites » de ce pays avaient quelque raison de s'estimer « heureux comme Dieu en France », ainsi que le proclamait ce vieux dicton ashkénaze d'Europe orientale. Tellement puissant était ce mythe que même l'Affaire Dreyfus n'a pu l'ébranler – au contraire, elle l'a alimenté, puisque, n'est-ce pas, elle s'est bien terminée. Dans sa lointaine Lituanie, un Juif optimiste décide qu'« un pays qui se déchire pour sauver l'honneur d'un petit officier juif, c'est un pays où il faut se dépêcher de se rendre. » Le petit-fils de ce Juif optimiste sera un grand philosophe français : Emmanuel Levinas.

Voilà pourquoi le sionisme n'eut que peu de succès en France. Bernard Lazare, encore lui, dreyfusard de la première heure, intellectuel anarchiste et Juif aussi déjudaisé qu'un Juif pouvait l'être, finit par adhérer à la solution nationale de la question juive. Mais Lazare est une exception. Le mouvement eut des philanthropes, des sympathisants, voire des compagnons de route – c'est le cas de Blum – mais bien peu d'adhérents. Et l'Affaire Dreyfus n'y devait rien changer.

Si l'Affaire a tout de même joué un rôle considérable dans l'éclosion du mouvement sioniste, les israélites français n'y sont pour rien. Correspondant à Paris d'un journal viennois, le *Neue Freie Presse*, Theodor Herzl assiste au spectacle lamentable de la dégradation du capitaine et, à l'opposé de l'optimisme de l'aïeul de Levinas, en tire une conclusion radicalement pessimiste : « Si la France – bastion de l'émancipation, du progrès et du socialisme universaliste – [peut] se laisser emporter dans un maelström d'antisémitisme et laisser la foule parisienne scander "À mort les Juifs !", où ces derniers peuvent-ils encore être en sécurité – si ce n'est dans leur propre pays ? L'assimilation ne résoudra pas le problème parce que le monde des gentils ne le permettra pas, comme l'affaire Dreyfus l'a si clairement démontré. »

Ces lignes sont tirées de son livre programme, *Der Judenstaat*, (« l'État des Juifs », et non « l'État juif », la nuance est importante). Car c'est bien l'Affaire Dreyfus qui convertit Herzl au sionisme politique, avec le succès que l'on sait. Son opuscule paraît dès 1896. L'année suivante, il convoque à Bâle le premier congrès sioniste, qui formule le programme du mouvement – « un foyer pour le peuple

juif, en Palestine, garanti par le droit public » – et se donne des instruments d'action : l'Organisation sioniste mondiale, une banque, une presse en plusieurs langues. Dans son journal, à la date du 3 septembre 1897, on peut lire cette prophétie étonnante : « À Bâle, j'ai fondé l'État juif [...] dans cinq ans peut-être, dans cinquante ans sûrement, chacun le verra. » Cinquante ans plus tard, à trois mois près, aux Nations unies, l'Histoire sera au rendez-vous que lui avait donné le journaliste viennois.

Un an plus tard, en octobre 1898, – alors que Picquart est écroué à la Santé, Zola s'est exilé en Angleterre, Esterhazy vient d'être blanchi, et le sort de Dreyfus est plus incertain que jamais –, en octobre 1898, donc, est publié dans *Le Siècle*, puis en allemand dans le journal sioniste *Die Welt*, un curieux écrit utopique intitulé *Antigoïsme à Sion*, évidemment inspiré par l'Affaire Dreyfus. Son auteur est un nommé Jacques Bahar, journaliste, dreyfusard de choc, ami de Bernard Lazare et délégué au I^{er} Congrès sioniste de Bâle. Bahar y imagine un procès Dreyfus à l'envers qui a lieu à Jérusalem en... 1997.

Il existe un corpus appréciable d'écrits utopiques sionistes, dont le plus célèbre est *Altneuland* (« Le Pays ancien-nouveau »), de Theodor Herzl lui-même, qu'il publie en 1902, deux ans avant sa mort. L'analyse de ce corpus littéraire serait hors de propos ici. Disons simplement que, à rebours des utopies classiques, les utopies sionistes ne se situent pas dans quelque île surgie de l'imagination de l'écrivain, ni ne dépeignent une société d'humains radicalement étrangers ; elles s'enracinent dans un endroit bien précis, la Palestine, et en un peuple bien précis, les Juifs. Elles ne proposent pas le reflet inversé d'une réalité sociale inique, mais le tableau idyllique d'un groupe qui s'est extrait de la société générale pour se reconstruire sous d'autres cieux. Elles ne cherchent pas, du moins pas au premier chef, de remédier aux maux qui affectent la condition humaine, mais à résoudre la « question juive ». Elles n'entendent pas hâter la sortie de la société de l'âge agricole pour la propulser dans l'âge du progrès scientifique et industriel, mais enraciner le Juif dans la terre et en faire un paysan. Un paysan moderne, bien entendu, qui jouit de toutes les avancées du progrès matériel européen ; mais un paysan tout de même. Au total, l'utopie sioniste est un vaste programme de « normalisation » de la condition juive. Elle tourne le dos à l'Europe tout en lui empruntant le meilleur de ses traditions, elle la fuit tout en rêvant de lui imposer respect et repentance.

C'est ce qui fait l'intérêt du modeste pamphlet de Jacques Bahar. En prenant explicitement le contrepied d'un événement européen, il projette dans un avenir fantasmé une société juive où un tel événement ne saurait se produire. Son État de Sion est parfait en tout point, ce qui est la moindre chose pour une construction

utopique, et donc exempt de toute forme de discrimination. Il y règne, explique-t-il, « le dogme unique de l'égalité entre tous les hommes, dont le symbole (deux triangles égaux accouplés, formant étoile à six pointes) figure sur les armes » de l'État juif — l'étoile de David, ainsi sécularisée et universalisée, est mise au service des principes démocratiques si durement malmenés lors de l'Affaire Dreyfus. « Il ne faut donc plus s'étonner, poursuit-il, que les Juifs aient aboli toute distinction de race, de religion et de croyance chez eux. Les étrangers de toute origine avaient exactement les mêmes droits civils et politiques que les nationaux. Les droits civils étaient conférés même à la population flottante. » Comment ne pas songer aux immigrés d'aujourd'hui ? « Quant aux droits politiques : il suffisait, pour les acquérir, d'obtenir le certificat de connaissance parfaite des lois et de signer la profession de foi égalitaire. La plupart des fonctions étant gratuites, et toutes électives, l'étranger élu pouvait donc se sacrifier à être fonctionnaire. »

Mais comment imaginer une cabale « antigoï » dans une société aussi parfaite ? C'est qu'il y a toujours des scories, des ennemis de l'intérieur — il y en avait même, rappelons-le, chez les Utopiens de Thomas More, le père du genre. En l'occurrence, une petite secte de fanatiques s'agit dans l'État de Sion. Écoutons Bahar : « Viermond, leur chef, est de nationalité juive. Il est né à Hébron, dans le département de la Mer-Morte-Occidentale. Mais son père était un chrétien immigré, d'origine française, échoué ici après mille tribulations. De son vrai nom, il s'appelait, non pas Viermond, mais Dreimond. Il était le fils d'un nommé Édouard Dreimond, qui, d'après ce que racontent les journaux, a dû être quelque chose comme un démagogue français du siècle dernier, à l'époque où l'ancienne France était antisémite. Cet Édouard Dreimond, de vieille origine juive lui-même, avait francisé son nom en Drumont, mais l'étymologie en était allemande ; *Drei-Mond*, en français *trois-lunes*. » On comprend mieux désormais. Viermond, « antigoï » fanatique, rejoue à Jérusalem la farce tragique donnée à Paris un siècle auparavant. Mais nous sommes dans l'État de Sion, et, à la différence des persécuteurs du malheureux capitaine, lui n'a aucune chance. Le procès est rondement mené et, pour avoir injustement accusé des citoyens non juifs de l'État juif, Viermond est sévèrement puni...

Mais revenons à l'Affaire. Au fil des ans, et à mesure que ses rangs s'étoffaient, le camp dreyfusard est miné de divergences sur les raisons de la cause, comme sur les fins qu'il convient de poursuivre. Séismographe ultrasensible des courants d'opinion et esprit exalté peu porté sur la nuance, Péguy se désole de ces divisions. Ardemment dreyfusard de la première heure, il ne l'est que parce qu'il voit dans l'Affaire le creuset d'une mystique au service des valeurs qui exigent un dévouement passionné : la Justice, la Vérité et

la Patrie. Mais voilà, gémit-il dans *Notre jeunesse*, un texte de 1910, « Tout commence en mystique et finit en politique ». Telle serait la dure loi de ce qu'il appelle la « dégradation républicaine, c'est-à-dire, proprement, la dégradation de la mystique républicaine en politique républicaine. » Étrange aveuglement. Tellement il exalte la mystique et méprise la politique qu'il se reconnaît une affinité avec ceux d'en face, eux aussi habités par une « mystique », la mystique de la patrie. Mais surtout, à l'époque où il publie son brûlot, le capitaine Dreyfus a été réhabilité, les dreyfusards sont au pouvoir – Picquart, l'admirable Picquart, l'autre Alsacien proscrit, a été ministre de la Guerre dans le gouvernement Clemenceau, l'homme qui avait offert à Zola les colonnes de son journal *L'Aurore* pour son « l'Accusé » ; la République a été raffermie aux dépens du camp de la réaction catholique et royaliste ; la loi de séparation de l'Église et de l'État a instauré la liberté de conscience et des cultes. Comment ne pas voir que c'était là justement le triomphe de la politique ?

À l'époque, ce triomphe de la République, on était en droit de l'estimer définitif, comme celui de la démocratie libérale dans la foulée de l'effondrement du mur de Berlin. On peut imaginer un Francis Fukuyama français rédigeant, entre le transfert de la dépouille de Zola au Panthéon en 1908 et le déclenchement de la Première Guerre mondiale six ans plus tard, un livre intitulé *La fin de l'Histoire et le dernier citoyen*. Mais justement, à l'instar du 11-Septembre qui est venu mettre à bas le bel édifice de philosophie de l'histoire du penseur américain – je le dis sans ironie aucune –, le *happy end* de l'Affaire Dreyfus n'a point mis fin aux dangers qui guettaient la République, ni, encore moins, à ceux qui guettaient les Juifs en tant que tels. Il y eut l'agitation des ligues factieuses qui a fait trembler la République sur ses bases et l'attentat des camelots du Roi contre Léon Blum – Blum, « un homme à fusiller, mais dans le dos », *dixit* Charles Maurras ; puis la Seconde Guerre mondiale, la collaboration et la chasse aux Juifs – les étrangers *et* les Français, quoi qu'en disent les nostalgiques de Pétain –, puis la guerre d'Algérie... À chaque grande crise, les deux camps se sont reconstitués, peu ou prou, selon les modalités imposées par les circonstances.

Cependant, n'en déplaise à Thucydide, l'histoire n'est pas un éternel recommencement. Chaque configuration est unique. En l'occurrence, unique fut la conjonction entre le destin d'un modeste individu martyrisé, la mobilisation d'une petite cohorte de justes dressés pour sa défense au nom d'un impératif moral, et le salut d'un régime politique, mieux, d'une civilisation. On n'avait jamais vu cela, et cela ne s'est jamais reproduit.

Permettez-moi de finir par où j'ai commencé, la nostalgie. À dire vrai, elle est assez mal venue. Il faut être un de ces *laudatores temporis acti* que raillait Horace, ce que je ne suis pas, pour regretter la France à la démocratie mal assise des débuts de la Troisième République. Quel cloaque, tout de même, que cette France officielle où barbotaient une armée travaillée par la haine de la République, une classe politique corrompue jusqu'à la moelle, une presse ignoble, une Justice aux ordres – une France, en somme, où une Affaire Dreyfus était possible. Et cependant, c'est dans une telle France, qui, bémol utile, était aussi assez démocratique pour permettre la libre parole – sans mauvais jeu de mots –, qu'un Zola pouvait surgir, car c'est dans une telle France qu'il était, comme dire, *utile*.

Que ferait-il dans la France d'aujourd'hui, quelle cause défendrait-il ? Dans la France d'aujourd'hui, une Affaire Dreyfus est impensable. Le progrès, n'en déplaît aux grincheux, n'est pas un vain mot. La haine judéophobe a relevé son mufler hideux, et de nombreux Juifs français se demandent s'ils ont un avenir dans ce pays. Mais enfin, l'antisémitisme a muté d'opinion en délit. Il est rare qu'il s'affiche comme tel, à découvert, sinon dans les bas-fonds des réseaux sociaux. Il préfère désormais avancer masqué, sous le label de l'antisémitisme radical et éradicateur. L'État, les institutions, la presse *mainstream*, comme on dit, en sont exempts. « Hitler a déshonoré l'antisémitisme », a dit Bernanos, un mot que j'ai toujours trouvé plutôt indécent, mais qui a sa part de vérité, hélas ! Surtout, c'est la démocratie qui a déshonoré l'antisémitisme.

À jamais ? Qui peut le dire ? À la Libération, le 25 janvier 1945, le traître Charles Maurras s'est écrié au sortir de son procès : « C'est la revanche de Dreyfus ! » Il n'avait pas tort, cet homme. C'était bien la revanche de Dreyfus, et de Zola, et de l'ensemble du camp du Bien. Une revanche fragile, jamais complètement assurée. La démocratie libérale, seul régime sous lequel les Juifs peuvent respirer, n'a pas gagné par K.O., comme on pouvait l'espérer, et ses ennemis sont légion. Mais jusqu'à preuve du contraire, elle tient bon.

C'est chez moi, en Israël, que Zola est en train de perdre la bataille. Il y a des rues « Émile Zola » un peu partout en Israël, mais la démocratie libérale y est battue par les vents mauvais du nationalisme suprémaciste et du fondamentalisme religieux, charmant alliage. L'une des incarnations locales de Zola, l'écrivain David Grossman, passe pour un traître, et un quidam a porté plainte contre moi pour « propagande défaitiste en temps de guerre ». Nous sommes une poignée à nous souvenir de Jacques Bahar et de ses élucubrations utopiques, et à peine davantage à savoir que Tel-Aviv est la seule ville au monde qui porte le nom d'un roman utopique – Tel-Aviv, en effet, la « colline du printemps », est le titre de la première traduction hébraïque d'*Altneuland* de Theodor Herzl. Tel-

Aviv est une grande ville libérale, mais à Jérusalem, les antidreyfusards sont au pouvoir.

Herzl affirmait que, dans l'État juif, l'armée serait cantonnée dans ses casernes et les rabbins dans leurs synagogues. En Israël, l'armée a trop à faire pour rester dans ses casernes, et les rabbins peuplent les ministères.

Pour l'Israélien que je suis, la formule de Péguy se lit de droite à gauche : dans l'histoire du sionisme et de l'État juif, c'est la politique qui s'est dégradée en mystique. Et Zola lui-même n'y pourrait rien.